

expressément destiné à favoriser les intérêts les mieux compris de notre pays. On pourrait donner une extension nationale à ce programme, mettre sur pied sociétés de la Couronne et entreprises publiques et aider ainsi notre pays à progresser.

Il y a assez de capitaux au Canada, je pense, pour réaliser tout ce qu'on voudra. Je n'ai jamais cru qu'il faille importer énormément de capitaux étrangers afin de satisfaire aux besoins de notre économie. Somme toute, qui met en valeur nos ressources, qui édifie notre économie? C'est la main-d'œuvre et le talent de nos compatriotes. Ce n'est pas l'argent des autres qui fait surgir les minéraux du sol. Ce n'est pas l'argent des autres qui construit les grandes centrales hydro-électriques. Ce n'est pas l'argent des autres qui ouvre de nouvelles régions à l'agriculture.

C'est le travail, l'énergie, l'intelligence et les connaissances de la population du Canada. Voilà où se trouve le capital. Le capital se trouve dans la puissance physique et dans l'intelligence de la population du Canada. A mon avis, nous devrions cesser de compter sur le capital du voisin et commencer à utiliser celui dont nous disposons. En somme, c'est ce que nous devons faire si nous songeons sérieusement à ce que propose l'amendement.

Nous parlons d'argent et, inévitablement, la question de l'inflation se pose. Les journaux nous apprennent que le ministre des Finances a dit à Toronto, il y a une semaine ou deux, que, si l'inflation envahit davantage notre économie, il nous faudra choisir entre l'inflation et la crise. Il a eu recours à cette déclaration plus ou moins comme argument à gros effet pour tâcher de persuader l'industrie privée et, dans une certaine mesure, le Gouvernement, je suppose,—quoiqu'il n'ait pas très bien réussi à cet égard,—de mettre les freins et de ne pas faire autant de placements cette année que l'an dernier, parce que ces placements susciteront encore plus d'inflation et qu'il faudra choisir entre l'inflation et la crise. Encore une fois, voilà qui révèle bien l'impuissance et le complet laisser-aller du Gouvernement.

L'autre jour, le ministre du Commerce a fait une annonce à la Chambre et une déclaration a été par la suite distribuée relativement aux projets de placements de l'industrie privée et des corps publics en 1957. Qu'y trouvons-nous? Nous y constatons qu'une autre augmentation est prévue. Cela ne paraît pas au compte rendu, mais j'ai remarqué que le ministre des Finances a paru consterné quand le ministre du Commerce a annoncé que l'ensemble des placements cette année

représenterait environ 8.5 milliards de dollars. Le ministre des Finances semblait considérer cela comme un coup porté contre sa campagne anti-inflationniste. Et les choses vont ainsi. Le Gouvernement met l'industrie en garde contre un trop gros volume de placements, l'avertit de ne pas susciter l'inflation, ne suit pas ses propres conseils et ensuite nous dit que nous devons choisir entre l'inflation et la crise.

Le Gouvernement est-il sérieux dans cette affaire? Je me le demande parfois. Qu'est-ce que l'on constate à la lecture des journaux des derniers jours ou à écouter la radio ou la télévision? On découvre que des millions de dollars se dépensent dans notre pays pour conseiller les gens. Que conseille-t-on? D'acheter, d'acheter tant qu'ils peuvent, d'acheter ceci et cela, de s'adresser à une société de prêts, de verser une première mise d'un dollar et de payer un dollar par semaine, et ainsi de suite, d'acheter tout ce qu'ils peuvent. Tout le monde essaie de vendre tout ce qu'il peut. On nous dit d'acheter de nouvelles autos, de construire de nouveaux bâtiments, d'acheter toutes sortes de choses, de dépenser notre argent, et ensuite le ministre des Finances nous dit que nous devons arrêter cette folie de dépenses ou de choisir entre l'inflation et la crise.

De quel côté allons-nous donner de la tête? Sommes-nous sérieux à l'égard de l'inflation? Aujourd'hui le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales s'est levé, comme le font différents ministres de temps à autre, pour signaler avec beaucoup de fierté quelques-uns des nouveaux événements qui se passent dans le Nord et pour nous dire qu'il y voit la promesse d'un essor encore beaucoup plus grand. Bref, certains jours nous parlons de mettre notre pays en valeur et d'accroître les placements dans la mise en valeur du pays et, le lendemain, le ministre des Finances vient jeter le cri de l'inflation. Le Gouvernement sait-il où il va dans sa lutte contre l'inflation? Parle-t-il sérieusement ou essaie-t-il simplement de leurrer le public?

En fait, la population du pays n'a pas besoin de choisir entre l'inflation et la crise. Nous avons connu une époque au Canada où s'exerçait la régie des prix, et cette régie peut fort bien être appliquée de nouveau. Si on constate que c'est la chose la plus sage à faire pour l'économie du pays, alors qu'on le fasse. Il faut voir la situation bien en face et avec sincérité et dire aux gens que c'est une forme de régie que l'on peut appliquer pour maintenir l'économie en équilibre. Le Gouvernement ne devrait pas jeter les gens dans une guerre des nerfs en leur disant un jour